



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Politique environnementale

Question au Gouvernement n° 1733

Texte de la question

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE

Mme la présidente . La parole est à M. Emmanuel Maurel.

M. Emmanuel Maurel . C'est un paradoxe bien cruel que d'être le pays de la COP21 et de compter davantage de morts à chaque épisode d'extrême chaleur. (*M. Édouard Bénard et M. Sébastien Peytavie applaudissent.*) Ce que j'entends depuis le début de cette séance me gêne : les membres du gouvernement versent trop souvent dans l'autosatisfaction. J'ai pourtant le sentiment que nous n'en faisons pas assez ! (Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et EcoS.)

Mme Cyrielle Chatelain . C'est vrai !

M. Emmanuel Maurel . J'ai lu que le président se targuait d'avoir fait un gros travail sur la question ; convenez que le changement n'est pas si évident ! Des milliers de Français – des patients dans les hôpitaux, des enfants dans les écoles, des usagers dans les transports collectifs – ont suffoqué dans des infrastructures mal isolées et mal climatisées. C'est cela, la réalité ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EcoS. – Mme Karine Lebon applaudit également.*) Le premier ministre nous dit que le gouvernement agit ; il sort des chiffres qu'il faudrait vérifier. Mais si l'on regarde les priorités budgétaires de la nation, on constate bien que, ces dernières années, on a sacrifié, au nom du déficit, des politiques d'investissement écologistes destinées aux collectivités locales ! (Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.) Je sais bien que cela vous gêne, mais je le dis : le fonds Vert a vu son budget diminuer, l'envergure de MaPrimeRénov' a drastiquement diminué,...

M. Erwan Balanant . Mais c'est nous qui avons créé ces dispositifs ! Avec vous, c'est zéro plus zéro égale la tête à Toto !

M. Emmanuel Maurelle soutien au développement local et territorial environnemental a diminué de 0,5 milliard. Les hôpitaux ne peuvent plus faire face et les investissements dans le matériel roulant ferroviaire sont chroniquement sous-dimensionnés. Le premier ministre a dit qu'il fallait savoir hiérarchiser les priorités. Qu'est-ce qui est prioritaire : l'investissement dans la transition écologique ? Ou les dizaines de milliards d'exonérations de cotisations fiscales et de privilèges fiscaux pour les plus riches, qui par ailleurs creusent le déficit ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes GDR et EcoS ainsi que sur quelques bancs du groupe SOC.*)

Le 7 juillet se réunira le Comité d'alerte des finances publiques : vous engagerez-vous à cette occasion et dans le cadre de la préparation du budget à vraiment investir pour faire face à l'urgence sociale et environnementale ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et EcoS ainsi que sur quelques bancs du groupe SOC.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé de la transition écologique.

M. Alexis Corbière . Mais qu'a-t-il à répondre ?

M. Mathieu Lefèvre, *ministre délégué chargé de la transition écologique* . J'entends dans votre question une forme d'aveu : vous regrettez de ne pas avoir voté et d'avoir combattu l'ensemble des budgets de ces dernières années, pourtant en hausse. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe EcoS.*)

M. Stéphane Peu . Il vient justement d'expliquer pourquoi il a voté contre : vos budgets sont mauvais !

M. Mathieu Lefèvre, *ministre délégué* . Vous regrettez de ne pas avoir contribué à l'augmentation de 50 % des moyens dédiés à l'adaptation au changement climatique entre 2021 et 2025. Monsieur le député, voulez-vous que nous parlions de 2016 ?

M. Stéphane Peu . Avez-vous d'autres arguments que l'arrogance ?

M. Mathieu Lefèvre, *ministre délégué* . Le budget de l'écologie s'élevait alors à 11 milliards d'euros, contre 22 milliards aujourd'hui.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Mais quelle arrogance !

M. Mathieu Lefèvre, *ministre délégué* . Vous avez évoqué le fonds Vert, qui n'existait pas avant que le président de la République et la première ministre de l'époque ne le créent.

M. Benjamin Lucas-Lundy . Quel manque d'humilité !

M. Mathieu Lefèvre, *ministre délégué* . Cela s'est fait grâce à des budgets que vous avez combattus en votant les motions de censure. Je pourrais continuer en évoquant les 475 millions d'euros supplémentaires en faveur de l'eau prévus par le grand plan présenté par le président de la République en 2023, ou les investissements dont a bénéficié Météo France, ou encore les fonds Chaleur et Barnier, qui sont à leur plus haut niveau historique.

M. Pierre Pribetich . Tout est merveilleux, alors !

M. Mathieu Lefèvre, *ministre délégué* . J'arrêterai là mon énumération car, dans la vie, tout ne relève pas du budget. Vous avez également combattu la programmation pluriannuelle de l'énergie du premier ministre, alors qu'elle renforce notre autonomie et notre souveraineté en nous garantissant une énergie décarbonée à 95 %. Vous vous êtes aussi opposé à la grande politique de décarbonation industrielle du président de la République, qui nous permet de recréer des chaînes de valeur sur le territoire national, de l'emploi local et de la croissance. Un emploi sur deux est créé dans le secteur de l'industrie verte. Vous avez pourtant combattu cette politique publique. Tout ne dépend pas du budget : c'est le sens de ce qu'a demandé le premier ministre au gouvernement lors du retour d'expérience consécutif à la canicule.

M. Benjamin Lucas-Lundy . C'est un vrai ventilateur à arrogance !

M. Mathieu Lefèvre, *ministre délégué* . Il est aussi très important de s'organiser, que ce soit dans les domaines de l'éducation – c'est ce que fait Édouard Geffray –, des transports – qui relèvent de Philippe Tabarot – et du droit du travail – c'est la mission de Jean-Pierre Farandou. Alors, de grâce, monsieur Maurel, tâchons d'avoir un débat apaisé et rationnel sur cette question !

M. Alexis Corbière . Si on transformait votre arrogance en énergie, on pourrait climatiser toute l'Île-de-France !

Données clés

Auteur : [M. Emmanuel Maurel](#)

Circonscription : Val-d'Oise (3^e circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1733

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Transition écologique

Ministère attributaire : Transition écologique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er juillet 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er juillet 2026